

## «Éclats du monde» N°4: Les raisons du divorce franco-allemand

00:00/11:14



Patrick Saint-Paul Le Figaro

**LETTRÉ EXCLUSIVE ABONNÉS** - Depuis longtemps Paris n'est déjà plus un partenaire crédible pour Berlin.

Chers abonnés,

À découvrir

- [Suivez les informations sur la guerre en Ukraine avec l'application du Figaro](#)

L'actualité internationale de la semaine a été dominée par la crise du «couple Paris-Berlin». Étant moi-même un produit de la réconciliation franco-allemande, je n'ai pas résisté à l'envie d'évoquer ce sujet ici. Lors de leur déjeuner à l'Élysée, [Emmanuel Macron et Olaf Scholz](#) ont bien tenté, mercredi, de masquer les divergences béantes, qui ont conduit au report d'un conseil des ministres franco-allemand prévu cette semaine. Le chancelier allemand a affirmé que la France et l'Allemagne « *sont très proches* » et « *relèvent les défis ensemble* », alors que l'Élysée saluait une rencontre « *très constructive* » ... sans tromper grand monde.

Car le mal est profond : [la relation entre Paris et Berlin](#) ne souffre pas d'un simple coup de froid. Le partenariat historique de l'après seconde guerre mondiale, moteur de la construction européenne, est plombé par [une série de différends](#) allant de l'énergie à la défense, que le conflit en Ukraine a fait éclater au grand jour. Le retour de la guerre en Europe a précipité un virage géopolitique de Berlin, qui amorce un basculement vers l'Est, l'éloignant ainsi de la France. Conséquence prévisible de la réunification allemande, cette nouvelle vision européenne a été articulée par le chancelier allemand dans son discours de Prague cet été et affiche une ambition politique assumée de l'Allemagne en Europe.



Macron et Scholz, mercredi, sur le perron de l'Élysée. HANDOUT / REUTERS

## La fin de l'ancien partage des rôles

Pendant près de cinquante ans, le partage des rôles était clair entre Paris et Berlin : à la France le leadership politique sur la scène européenne, à l'Allemagne le rôle de puissance industrielle invitée à sortir son carnet de chèques. La réunification a bouleversé l'équilibre. Rendant à l'Allemagne sa souveraineté, elle a dopé au fil de trois décennies son ambition. L'Allemagne entend désormais jouer un rôle politique à la mesure de sa puissance financière. Si l'engagement européen reste une évidence pour Berlin, depuis la réunification, l'intérêt national prime. En prenant ses distances avec le traité de Lisbonne en 2009, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a accentué ce phénomène lorsqu'elle a insisté sur les prérogatives des députés allemands, notamment en matière budgétaire. La tentation du cavalier seul était d'autant plus forte pour elle que l'Allemagne jugeait que la France n'était plus un partenaire à son égal dans ce tandem.

Dans une note très intéressante publiée sur son site, la [Fondation Robert Schuman](#) soulignait récemment : « *Dans les années soixante-dix, Zbigniew Brzezinski, alors conseiller diplomatique du président américain Jimmy Carter, estimait que si la France cherchait dans la construction européenne la réincarnation de sa puissance écornée par la décolonisation, l'Allemagne y cherchait la rédemption, après les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne de la Zeitenwende, dans le [discours du chancelier Scholz du 29 août](#), n'est plus une Allemagne qui s'excuse, mais une puissance menacée par les conséquences de la guerre en Ukraine, qui s'engage dans le renforcement de l'Union européenne, en tant que pourvoyeuse de paix et de liberté* ».

## Des griefs anciens

Ce changement d'attitude est à l'origine de fortes tensions, bien que les griefs ne datent pas d'aujourd'hui entre Paris et Berlin. Ils se sont accumulés ces vingt dernières années. À Berlin, une certaine condescendance s'est installée vis-à-vis de la France,

considérée comme incapable de se réformer. Depuis longtemps la «Grande Nation» est considérée en Allemagne comme un pays qui vit au-dessus de ses moyens. « *Le dernier budget à l'équilibre remonte à 1974* », soulignait déjà cruellement l'hebdomadaire de centre-gauche *Der Spiegel* en 2011. L'introduction de la semaine des 35 heures est toujours décrite outre-Rhin comme une catastrophe pour l'économie tricolore, malgré les assouplissements. La retraite à 60 ans comme une hérésie et le report à 62 ans insuffisant. L'Allemagne juge la France incapable de maîtriser sa dette et ses déficits structurels, trop élevés depuis des années au regard des critères de stabilité allemands.

Peinant à comprendre les difficultés de la France à se réformer, l'Allemagne a fini par se lasser d'attendre un pendant au programme de réformes libérales du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, l'Agenda 2010. En 2003, Jacques Chirac et Gerhard Schröder se sont entendus pour réformer chacun leur pays. Schröder a mis en place son agenda de réformes structurelles, qui a accru la compétitivité de l'Allemagne et qui explique en grande partie le spectaculaire redressement économique du pays considéré comme l'homme malade de l'Europe au début des années 2000. L'engagement est resté lettre morte du côté français. Le fossé se creusera encore entre Paris et Berlin après le non de la France au référendum sur la Constitution européenne de 2005.

## Une Allemagne décomplexée

Sous l'impulsion de Schröder, la République de Berlin - après l'Allemagne étriquée de l'après-guerre dans la capitale «provisoire» de Bonn - assumera son histoire de façon décomplexée. Il brise notamment un tabou historique en déployant, pour la première fois depuis 1945, des troupes à l'étranger, en Bosnie et au Kosovo dans le cadre de missions de l'Otan. Après lui, Angela Merkel a prétendu oeuvrer pour le «*bien de l'Europe*», pendant la crise de la dette dans la zone euro, en lui insufflant son sens de la discipline. Décriée en Grèce et en Italie, la «chancelière de fer» était saluée par les pays «frugaux» d'Europe du Nord. Premiers contributeurs aux budgets européens, plus gros payeurs pour le sauvetage de l'euro, les Allemands ne comprenaient pas [les reproches d'égoïsme](#) adressés par leurs voisins européens lorsqu'ils rechignaient à mettre la main à la poche lors de la crise grecque.

Angela Merkel réclamait que «*l'Europe s'engage à adopter une nouvelle culture de stabilité*» sur le modèle allemand. En précisant: «*Les règles ne doivent pas s'orienter sur les plus faibles, mais sur les plus forts.*» En Europe du Nord, la chancelière incarnait non pas la stratégie d'austérité mais une Europe raisonnable. Elle n'avait de cesse de le répéter: l'Europe doit se réformer, se remettre en ordre de bataille pour rester compétitive face à l'émergence de la Chine. Depuis son passage à la chancellerie, les intérêts économiques allemands priment sur toute autre considération. «*L'Allemagne n'a plus aucun doute sur sa puissance, qu'elle assume désormais ouvertement. Angela Merkel impose ses vues en Europe sans complexe*», nous confiait déjà en 2013 Bruno Le Maire, alors député UMP de l'Eure.



Angela Merkel entourée de François Fillon et Dmitri Medvedev lors de l'inauguration de Nord Stream I en 2011. JOHN MACDOUGALL / AFP

## La guerre en Ukraine a exacerbé les tensions

«Prix à payer» pour la réunification, les Allemands ont sacrifié à regret leur Deutsche mark, longtemps leur seul symbole de fierté nationale. En réalité, l'Euro, ainsi que les réformes du marché du travail de Schröder, ont fait de l'Allemagne une puissance exportatrice. Notamment en Chine, avec qui l'Allemagne a longtemps poussé l'UE à conclure un traité sur les investissements. Jusqu'à ce que les Européens finissent par prendre conscience des dangers posés par la République populaire, désormais considérée comme un «rival systémique». Le [modèle allemand](#) s'appuyait aussi sur le gaz bon marché de la Russie, auquel elle a organisé volontairement sa dépendance, ainsi que d'une partie de l'Europe en soutenant les projets de gazoducs [Nord Stream et Nord Stream 2](#).

La crise actuelle entre Paris et Berlin se superpose à ce passif et, à l'évidence, il s'agit plus d'une simple brouille. Sur la stratégie à adopter face à la flambée des prix énergétiques, le nucléaire, l'armement européen, rien ne semble plus aller entre la France et l'Allemagne. Le chancelier Scholz a annoncé un plan d'aide de 200 milliards aux particuliers et aux entreprises face à l'envolée des prix, notamment du gaz après les coupures de livraisons imposées par la Russie. Ce plan, élaboré sans concertation avec ses partenaires européens, a remis au goût du jour les accusations d'égoïsme allemand, et provoqué des craintes de distorsion de concurrence en Europe.

## «Zeitenwende», le changement d'époque



Olaf Scholz lors d'un sommet informel à Prague début octobre. JOE KLAMAR / AFP

L'Allemagne, l'un des pays de l'UE les plus touchés en raison de sa dépendance au gaz russe, a entrepris « *un changement de modèle dont il ne faut pas sous-estimer le caractère déstabilisateur* », a analysé Emmanuel Macron dans *Les Échos*. Olaf Scholz a déroulé sa vision pour l'Europe cet été dans son [discours de Prague](#), qui marquait un virage géopolitique de Berlin, l'éloignant de Paris. Reléguant la relation franco-allemande à un rôle marginal, passant sous silence les projets de coopération militaire franco-allemands, Scholz a insisté sur la «Zeitenwende», le changement d'époque provoqué par la guerre en Ukraine. Le chancelier a pris acte de l'aveuglement passé de Berlin vis-à-vis de la Russie de Poutine et pousse désormais à un élargissement vers l'Est - Ukraine, Moldavie, Géorgie, Balkans occidentaux -, alors que Paris plaide pour un approfondissement de l'intégration.

Le centre de gravité de cette Europe à 30, voire à 36 membres, basculerait vers l'Est du continent, offrant à l'Allemagne un rôle central, au détriment de la France. Berlin amorce ainsi la fin du partenariat spécial la liant à Paris. Dans le domaine économique Scholz s'inscrit dans la continuité de son mentor, Gerhard Schröder, et de la discipline financière prônée par Angela Merkel, continuant de cultiver la proximité avec les pays «frugaux» du nord de l'Europe. Il développe aussi la coopération militaire avec les Pays Baltes, en première ligne face à la Russie de Poutine avec la Pologne. « *Les experts décrivent une Allemagne tentée d'épouser toujours plus la cause orientale de l'UE, pour des gains incertains. Au risque de s'aliéner, plus à l'ouest, le soutien de Paris* », écrit cette semaine notre correspondant Pierre Avril dans un passionnant article du [Figaro](#).

Facteur aggravant, la personnalité d'Olaf Scholz, surnommé «Scholzomat» outre-Rhin et décrit par son entourage comme solitaire et peinant à établir un contact personnel lors des sommets européens, ne contribue pas à fluidifier la relation avec Emmanuel Macron. L'annulation du sommet franco-allemand de mercredi est un autre signe de changement d'époque, qui aura peut-être échappé à Olaf Scholz. Avant de concéder que le tandem Paris-Berlin traversait des temps difficiles et d'appeler à une « *redéfinition* » des relations, Bruno Le Maire avait évoqué des « *problèmes d'agenda* » dans une justification «plus diplomatique» de l'annulation. En réalité des problèmes d'agenda existaient bien... Comme l'a révélé le site [Politico](#), cinq ministres allemands, dont la ministre écologiste des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, ont annoncé au chancelier

qu'ils ne comptaient pas sacrifier les vacances scolaires avec leurs enfants pour assister au conseil des ministres franco-allemands à Paris. Cet étrange sens des priorités pour des responsables politiques de la première puissance européenne en pleine guerre en Ukraine est aussi le signe d'une maturité politique qui laisse encore à désirer.

Tout cela a de quoi inquiéter l'Europe des 27, pour laquelle le moteur franco-allemand reste, à court et moyen terme, la principale force d'entraînement. Alors, est-ce la fin de la relation franco-allemande? Pas tout à fait. De Gaulle et Adenauer, Giscard et Schmidt, Mitterrand et Kohl, Chirac et Schröder... tous l'avaient compris: seul le lien personnel permet à l'attelage franco-allemand d'entraîner l'Europe derrière lui. Et l'audace! De l'audace, il en a fallu à de Gaulle et Adenauer en 1963 pour sceller la réconciliation franco-allemande à l'Élysée. Soutenue par des projets industriels et des initiatives fortes, leur vision de paix a porté ses fruits sur un continent qui n'avait pas connu la guerre depuis 1945 jusqu'à la guerre en Ukraine et dont Paris et Berlin étaient devenues les moteurs de l'intégration. Peut-être n'est-il pas encore trop tard pour espérer un sursaut.

Je vous retrouverai le 10 novembre après la Toussaint !